



SERVICE DE PRESSE  
ET VEILLE

---

## **Allocution du Président de la République dans le cadre de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie, prévue par l'Accord de Nouméa (1998).**

Paris, le 4 octobre 2020

Françaises, Français,  
Mes chers compatriotes,

Ce dimanche, près de deux ans après la consultation du 4 novembre 2018, les Calédoniennes et les Calédoniens étaient appelés à se prononcer sur l'accession à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, conformément à l'accord de Nouméa signé en 1998.

Avec une participation exceptionnelle, c'est un deuxième grand rendez-vous démocratique réussi, malgré les conditions plus difficiles, même si l'archipel est épargné par la pandémie.

Je salue aujourd'hui, tous ceux qui ont contribué à la réussite du scrutin : les maires, les agents de l'Etat, la commission de contrôle, les observateurs de l'ONU ; je salue les forces politiques qui ont nourri cette campagne.

Les électeurs se sont exprimés. Ils ont majoritairement confirmé leur souhait de maintenir la Nouvelle-Calédonie dans la France. En tant que Chef de l'État, j'accueille cette marque de confiance dans la République avec un profond sentiment de reconnaissance.

J'accueille également ces résultats avec humilité : j'entends la voix de celles et ceux qu'anime la volonté de l'indépendance et je veux leur dire : c'est avec vous, ce n'est qu'ensemble que nous construirons la Nouvelle-Calédonie de demain.

Cette deuxième campagne référendaire a certes connu des soubresauts ; elle a été marquée par davantage de tensions, d'oppositions. C'est la logique propre au référendum. Et si certains voudront certainement revenir sur ce qui a été dit, ce qui a été fait, je crois plutôt que nous devons saluer la réussite de ce deuxième scrutin et nous tourner vers l'avenir.

L'avenir, c'est la dernière étape de l'accord de Nouméa. Un troisième référendum est possible. C'est à vos élus du Congrès de le décider. L'État, fidèle à sa parole, se tient prêt à l'organiser si c'était leur choix.

L'avenir, c'est aussi la préparation quoi qu'il arrive — avec ou sans troisième référendum — de la sortie de l'accord de Nouméa qui interviendra d'ici 2022. A terme, les dispositions transitoires inscrites dans la Constitution devront soit céder la place à des dispositions pérennes – si le choix du maintien dans la République est confirmé ; soit être retirées - si la Nouvelle-Calédonie choisit l'indépendance.

Il nous revient tous ensemble de préparer cet avenir. Le moment est en effet venu de répondre et d'appréhender les conséquences concrètes de tous les scénarios. Et l'Etat, sans se départir de son impartialité garantie par les accords de Matignon s'engagera dans cette voie.

Il faudra que les forces politiques calédoniennes s'engagent, que les partisans du "oui" acceptent d'envisager l'hypothèse et les conséquences du "non" ; et que les partisans du "non" acceptent d'envisager l'hypothèse et les conséquences d'un "oui".

Nous aurons aussi besoin de l'ensemble des formations politiques nationales qui, dans le cadre du débat démocratique, auront à dessiner leur vision de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Je les y invite.

Mes chers compatriotes, depuis plus de 30 ans, nous parcourons ensemble un chemin inédit. Nous regardons en face notre histoire en Nouvelle-Calédonie, qui est une histoire coloniale. Et nous cherchons à la dépasser, pour ne pas qu'elle nous enferme.

Nous savons aujourd'hui que nous sommes à la croisée des chemins. Nous avons, devant nous, deux années pour dialoguer et imaginer l'avenir — et pas seulement l'avenir institutionnel. Lors de ma visite en 2018, j'avais évoqué trois défis : l'indo-pacifique ; le développement économique ; le défi climatique dont on mesure chaque jour un peu plus combien il est prégnant, urgent.

À ces défis, comme à ceux de l'éducation ; de l'agriculture, de l'industrie et de l'énergie ; du tourisme, des services et de la mer ; des alliances et des solidarités régionales ; de la sécurité au quotidien ; de l'égalité entre les femmes et les hommes, à tous ces défis, nous ne pouvons bien sûr répondre par "oui" ou "non".

Embrasser l'ensemble de ce qui permet de bâtir un nouveau projet sera au cœur des initiatives que prendra le Gouvernement dans les prochains jours.

Quoiqu'il advienne, notre responsabilité collective sera de tenir le pacte scellé à Ouvéa en 2018, en plantant un arbre avec la petite Ginette : veiller les uns sur les autres pour le faire croître et préparer demain.

Alors continuons.

Vive la Nouvelle Calédonie.

Vive la République.

Vive la France.